

## Section I: Identification and JP Status

### Conflict Prevention and social cohesion through Local Community Empowerment and Institutional Capacity Building

#### Semester: 2-10

Country	Haiti
Thematic Window	Conflict Prevention and Peacebuilding
MDGF Atlas Project	MDGF-1977-F-HTI # 73337
Program title	Conflict Prevention and social cohesion through Local Community Empowerment and Institutional Capacity Building

Report Number	
Reporting Period	2-10
Programme Duration	
Official Starting Date	

Participating UN Organizations	* IOM * UNDP * UNESCO * UNFPA * UNIFEM
--------------------------------	--

Implementing Partners

#### Budget Summary

##### Total Approved Budget

UNDP	\$3,054,850.00
IOM	\$2,326,240.00
UNFPA	\$711,550.00

UNIFEM	\$540,350.00
UNESCO	\$367,010.00
Total	\$7,000,000.00

**Total Amount of Transferred To Date**

UNDP	\$1,537,125.00
IOM	\$1,136,370.00
UNFPA	\$331,700.00
UNIFEM	\$246,100.00
UNESCO	\$192,600.00
Total	\$3,443,895.00

**Total Budget Committed To Date**

UNDP	\$228,802.00
IOM	\$982,290.00
UNFPA	\$209,798.00
UNIFEM	\$125,574.00
UNESCO	\$55,578.00
Total	\$1,602,042.00

**Total Budget Disbursed To Date**

UNDP	\$133,502.00
IOM	\$982,290.00
UNFPA	\$209,798.00
UNIFEM	\$84,147.37
UNESCO	\$55,578.00
Total	\$1,465,315.37

**Donors**

As you can understand, one of the Goals of the MDG-F is to generate interest and attract funding from other donors. In order to be able to report on this goal in 2010, we would

require you to advise us if there has been any complementary financing provided in 2010 for each programme as per following example:

Amount in thousands of US\$

Type	Donor	Total	For 2010	For 2011	For 2012
Parallel					
Cost Share	NORVEGE		743	105000	638
Counterpart					0

#### DEFINITIONS

1) PARALLEL FINANCING – refers to financing activities related to or complementary to the programme but whose funds are NOT channeled through UN agencies. Example: JAICA decides to finance 10 additional seminars to disseminate the objectives of the programme in additional communities.

2) COST SHARING – refers to financing that is channeled through one or more of the UN agencies executing a particular programme. Example: The Government of Italy gives UNESCO the equivalent of US \$ 200,000 to be spent on activities that expand the reach of planned activities and these funds are channeled through UNESCO.

3) COUNTERPART FUNDS - refers to funds provided by one or several government agencies (in kind or in cash) to expand the reach of the programme. These funds may or may not be channeled through a UN agency. Example: The Ministry of Water donates land to build a pilot 'village water treatment plant' The value of the contribution in kind or the amount of local currency contributed (if in cash) must be recalculated in US \$ and the resulting amount(s) is what is reported in the table above.

#### Direct Beneficiaries

	Men	Men from Ethnic Groups	Women	Women from Ethnic Groups	Boys	Girls	National Institutions	Local Institutions
Targeted Number	4553	0	4161	0	100	300	9	52
Reached Number	2728	0	1964	0	0	0	0	4
Targeted - Reached	1825	0	2197	0	100	300	9	48
% difference	59.92	0	47.2	0	0.0	0.0	0.0	7.69

#### Indirect Beneficiaries

	Men	Men from Ethnic Groups	Women	Women from Ethnic Groups	Boys	Girls	National Institutions	Local Institutions
Targeted Number	84662	0	165107	0	200	600	7	50

Reached Number	81953	0	88607	0	0	0	0	22
Targeted - Reached	2709	0	76500	0	200	600	7	28
% difference	96.8	0	53.67	0	0.0	0.0	0.0	44.0

## Section II: JP Progress

### 1 Narrative on progress, obstacles and contingency Measures

Please provide a brief overall assessment (250 words) of the extent to which the joint programme components are progressing in relation to expected outcomes and outputs, as well as any measures taken for the sustainability of the joint programme during the reporting period. Please, provide examples if relevant. Try to describe facts avoiding interpretations or personal opinions

#### Progress in outcomes

Malgré les nombreux obstacles liés au séisme, le programme conjoint a pu mettre en œuvre certaines des activités prévues.

En ce qui concerne le renforcement des capacités, l'Observatoire National de la Violence et de la Criminalité a pu être rétabli dans un local sécurisé et les premières données d'analyse vont être publiées début 2011. Il sera à nouveau pleinement fonctionnel en février 2011 avec la mise en place d'une équipe renforcée et grâce à l'appui technique continu du CIPC. Ceci nous a empêché de lancer à temps les activités de collecte de données et de production d'analyse.

Au niveau local, les activités réalisées restent ponctuelles mais elles restent néanmoins importantes : celles-ci ont provoqué une certaine effervescence au sein des communautés. Les focus groups et les mappings réalisés et en cours ont été riches d'informations pertinentes pour la ligne de base du projet.

#### Progress in outputs

output 1.2 : 4198 personnes dont 1740 femmes ont reçu une indemnité journalière pendant au moins deux semaines)

- output 2.1 : plusieurs milliers de personnes sensibilisées au travers d'activités de masse, 56 jeunes (29 filles, 27 garçons) formés sur l'utilisation de l'art pour la prévention des conflits, 150 jeunes volontaires de la DPC mobilisés pour appuyer la riposte au choléra, 300 journalistes formés pour mieux gérer le contexte électoral

- output 2.2 : Les organisations de femmes dans chaque ville cible ont été identifiées après un exercice approfondi d'évaluation des capacités pour chacune d'entre elle. Ce mapping aura également permis de mieux comprendre les défis en termes de prise en charge des femmes victimes.

Des activités de mobilisation des jeunes au sein des communautés ont été mises en œuvre. Des jeunes ont été mobilisés pour sensibiliser les communautés au choléra.

-Output 2.3 : 40 animateurs de radios communautaires et privées ont été formés sur la thématique de la non-violence et la résolution des conflits

#### Measures taken for the sustainability of the joint programme

Pour L'Observatoire (ONVC): un appui technique accordé pour 2011 avec le Centre International pour la Prévention de la Criminalité, des consultants expérimentés placés au sein de l'ONVC.

De plus, toutes les activités locales visent au renforcement des organisations de base présentes au travers de formation et de leur implication dans la mise en œuvre d'activités de sensibilisation.

Enfin, des activités de renforcement des capacités au niveau du gouvernement sont prévues afin d'améliorer la gestion des crises et des conflits.

#### Are there difficulties in the implementation?

UN agency Coordination

Coordination with Government

### **What are the causes of these difficulties?**

External to the Joint Programme

- séisme du 12 janvier 2010
- épidémie de choléra lors du dernier trimestre 2010
- contexte politique trouble depuis les élections du 28 novembre 2010
- difficulté à constituer l'Unité d'Exécution
- Agences très impliquées dans la réponse humanitaire dans les 6 premiers mois de 2010

Other. Please specify

- séisme du 12 janvier 2010
- épidémie de choléra lors du dernier trimestre 2010
- contexte politique trouble depuis les élections du 28 novembre 2010
- difficulté à constituer l'Unité d'Exécution
- Agences très impliquées dans la réponse humanitaire dans les 6 premiers mois de 2010

### **Briefly describe the current difficulties the Joint Programme is facing**

Le programme conjoint a souffert de trois éléments importants dans sa mise en œuvre:

1. Retards dans la constitution de l'Unité d'Exécution: Celle-ci est constituée d'un Programme Manager, d'un Officier de Suivi et Evaluation ainsi que d'un assistant administratif. Le Poste de coordonateur a été publié 4 fois. Le poste en suivi et évaluation a été publié deux fois du fait de la faiblesse des candidatures reçues en 2009.

2. Manque de coordination inter agence sur le terrain : la difficulté à constituer l'unité d'exécution a empêché une pleine coordination entre agences et le manque de ressources humaines sur le terrain a compliqué d'autant plus la coordination. Les agences ont-elles-mêmes du faire face a des urgences internes et des déficits importants en ressources humaines au niveau central pendant la majeure partie de l'année.

3. Disponibilité des contreparties nationales centrales et locales: du fait de l'urgence humanitaire suivant séisme, la disponibilité et capacité des ministères concernés a été plus réduite qu'à l'accoutumée. De la même façon, nos partenaires d'exécution ont été très affaiblis ou ont du avant tout répondre à l'urgence humanitaire liée au séisme puis au choléra. Par exemple, l'Université d'Etat d'Haiti qui abrite l'Observatoire a perdu 9 des 11 édifices la constituant, ainsi que de nombreux professeurs et étudiants. Néanmoins, au niveau local, les autorités locales et décentralisées ont pu participer pleinement dans les initiatives du programme conjoint. Leur disponibilité a néanmoins été affectée par l'épidémie de choléra qui a requis de nombreuses mesures sanitaires et de prévention.

### **Briefly describe the current external difficulties that delay implementation**

Le 12 janvier 2010, Haïti a été plongée dans une crise humanitaire sans précédent. Le tremblement de terre de magnitude 7.0 sur l'échelle de Richter, a tué plus de 220,000 personnes, a blessé plus de 300,000 personnes et a laissé environ 1,300,000 personnes sans-abris (800,000 actuellement selon OIM)

Le gouvernement, les agences des Nations Unies et leurs partenaires ont été très sévèrement affectés tant au niveau opérationnel (destruction des locaux, perte des assets) que personnel (perte de collègues, famille et amis proches, traumatisme).

Dans les premiers mois, les agences et leurs partenaires ont été entièrement absorbés par la réponse humanitaire pour le pays et la réinstallation de leurs locaux. La plupart du staff des agences dédiées au programme conjoint a été réassigné a des programmes d'urgence comme des programmes de protection des femmes (UNFPA et UNIFEM) et des

programmes de 'cash for work' (PNUD et OIM).

L'arrivée de l'épidémie du choléra depuis le mois d'octobre a eu une triple implication: une nouvelle crise humanitaire grave qui touche maintenant tout le pays, une perception négative des Nations Unies par la population locale du aux origines confirmées du choléra et un ralentissement des activités sur le terrain du aux contraintes sanitaires.

De plus, le contexte électoral est un nouvel élément perturbateur préoccupant: la contestation des élections du 28 novembre dernier à cause de fraudes avérées a donné lieu à des épisodes violents dans la capitale mais aussi dans les régions, notamment aux Cayes où plusieurs personnes sont mortes.

### **Explain the actions that are or will be taken to eliminate or mitigate the difficulties**

#### **COORDINATION DU PROGRAMME:**

Les recrutements pour l'unité d'exécution sont presque finalisés, ce qui va considérablement améliorer la coordination inter agence et le suivi et évaluation des activités sur le terrain. L'Officier en suivi et évaluation a été sélectionné fin décembre de même que l'assistant administratif.

Le recrutement du Coordonateur a eu lieu et les résultats devront être communiqués à la fin janvier 2011.

Le PNUD a également joué son rôle d'agence leader et a convoqué les chefs d'agences (14 octobre 2010) puis les agences et des partenaires locaux (16 novembre 2010) et enfin le CPSC Board (19 janvier 2011) afin de revoir : 1. Les partenariats à renforcer (MINUSTAH CVR et UNICEF), 2. Les recrutements de l'Unité d'Exécution, 3. Amélioration de la coordination, 4. Ligne de base/analyse de contexte, 5. Ajustements du programme pour mieux répondre au contexte actuel

#### **COORDINATION LOCALE :**

En plus du renforcement de la coordination nationale les agences ont défini un outil de fiches d'activités mensuelles afin de planifier ensemble les activités au niveau local en impliquant nos partenaires respectifs. Cette fiche sera utilisée en 2011.

#### **APPROPRIATION :**

Le programme reste particulièrement bien positionné pour assurer une appropriation locale car les relations des agences avec les partenaires locaux restent très positives (en témoignent les réunions de coordination et la participation aux activités communautaires).

Le PNUD a mis en œuvre une stratégie d'appui renforcée pour l'Observatoire en plaçant des consultants expérimentés et en définissant de nouveaux partenariats avec des partenaires locaux.

#### **ADAPTATION AU CONTEXTE ACTUEL :**

Avec l'arrivée du cholera, certaines activités de prévention et sensibilisation à la violence se sont adaptées pour inclure des informations sur l'hygiène et les mesures de prévention face à cette maladie.

De même, les problèmes de violence au sein des camps et quartiers détruits vulnérables de Port-au-Prince et d'autres zones affectées requièrent une intervention sur l'analyse pointue du phénomène et des actions ciblées pour la prévention de la violence.

Finalement, des mécanismes de placement dans des entreprises privées après la formation professionnelles de jeunes vulnérables ont été proposés et approuvés par le Board comme étant des activités importantes pour la création d'opportunités socioéconomiques pérennes

## **2 Inter-Agency Coordination and Delivering as One**

**Is the joint programme still in line with the UNDAF?**

Yes true  
No false

**If not, does the joint programme fit the national strategies?**

Yes true  
No false

**What types of coordination mechanisms**

Coordination générale :

il est recommandé de continuer des réunions de coordination au niveau technique et de management et qu'un atelier stratégique (comme celui du 16 novembre dernier) soit organisé chaque année afin de faire le point sur les lignes de base, avancées et potentiels ajustements stratégiques.

De même, la coordination avec la Section de Réduction de la Violence Communautaire de la MINUSTAH et UNICEF (notamment pour les activités sur le terrain et plus particulièrement à Port-au-Prince) et affaires civiles de la MINUSTAH (dans sa relation avec l'Observatoire National de la Violence et de la Criminalité) doit se renforcer. Les deux sections de la MINUSTAH et l'UNICEF seront systématiquement invitées aux réunions de coordination technique

Coordination sur le terrain :

Préparation de fiches d'activités mensuelles inter-agence sous le suivi immédiat de l'Unité d'Exécution : permet une coordination réelle sur le terrain, une appropriation locale, le calibrage d'activités face aux contextes spécifiques et une harmonisation des rythme d'exécution entre les partenaires.

Désignation de points focaux.

Demande d'extension à 2012 pour assurer une mise en œuvre réaliste du cadre des résultats accordé.

**Please provide the values for each category of the indicator table below**

Indicators	Base line	Current Value	Means of verification	Collection methods
Number of managerial practices (financial, procurement, etc) implemented jointly by the UN implementing agencies for MDF-F JPs	0	3	Minutes signées des panels d'entretien	Copie des minutes auprès des Ressources Humaines du PNUD
Number of joint analytical work (studies, diagnostic) undertaken jointly by UN implementing agencies for MDG-F JPs	0	0	termes de référence multi-agences	copie de la publication des tdr
Number of joint missions undertaken jointly by UN implementing agencies for MDG-F JPs	0	1	Compte rendu de l'atelier stratégique du 16 novembre 2010	Compte-rendu envoyé aux agences

**3 Development Effectiveness: Paris Declaration and Accra Agenda for Action**



**Are Government and other national implementation partners involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?**

Not Involved false  
Slightly involved false  
Fairly involved true  
Fully involved false

**In what kind of decisions and activities is the government involved?**

Policy/decision making  
*analyse des besoins et partenariats, évaluation des capacités*

Management: other, specify  
*analyse des besoins et partenariats, évaluation des capacités*

**Who leads and/or chair the PMC?**

la Directrice Principale du PNUD dirige le CGP.  
Il s'est réuni le 19 janvier 2011 afin d'approuver le rapport ainsi que le plan de travail 2011.

**Number of meetings with PMC chair**

Il est à noter que des réunions techniques entre les agences partenaires sont régulières tout comme l'échange d'information entre les partenaires du programme conjoint

Le 14 octobre dernier, les chefs d'agence se sont également réunis afin d'évaluer les avancées du programme et définir des mesures correctives.

L'atelier stratégique du 16 novembre 2010 incluait non seulement nos partenaires mais aussi la représentation espagnole au travers de la participation de l'AECID

**Is civil society involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?**

Not involved false  
Slightly involved false  
Fairly involved false  
Fully involved true

**In what kind of decisions and activities is the civil society involved?**

Management: service provision  
*analyse de contexte et de besoins.*  
Management: other, specify  
*analyse de contexte et de besoins.*

**Are the citizens involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?**

Not involved        false  
Slightly involved        false  
Fairly involved        false  
Fully involved        true

**In what kind of decisions and activities are the citizens involved?**

Policy/decision making  
*mise en œuvre et participation a des activités de sensibilisation et mobilisation communautaire.*

Management: other, specify  
*mise en œuvre et participation a des activités de sensibilisation et mobilisation communautaire.*

**Where is the joint programme management unit seated?**

UN Agency  
*Avec le tremblement de terre et la destruction de nombreux édifices du gouvernement, l'Unité d'Exécution sera logée au sein du compound des Nations Unies*

**Current situation**

L'Observatoire National de la Violence et de la Criminalité au sein du Rectorat de l'Université d'Etat d'Haiti est l'organe indépendant clé dans la collecte et la production de données sur la violence en Haiti (resultat majeur du programme conjoint)

Au niveau gouvernemental, les autorités locales sont impliquées non seulement dans l'analyse du contexte actuel et des besoins en termes de capacités et appui, mais aussi dans l'identification des acteurs locaux, projets et initiatives prioritaires pour les zones cibles. Par exemple, ONU FEMMES a préparé le mapping des organisations de femmes venant en aide aux personnes victimes de violence de genre en étroite collaboration avec les coordinatrices départementales du MCFDF.

Les agences travaillent dans les zones cibles au travers d'organisations de base locales. Ceci permet de garantir la pérennité de nos actions en mobilisant et en formant des organisations qui resteront sur le terrain après la fin du programme conjoint. ONU FEMMES travaillera ainsi avec les Organisations les plus pertinentes dans chaque ville cible. De la même façon, les agences qui travaillent avec les jeunes ou sur des projets pour les communautés (réhabilitation ou autre) travaillent toujours au travers d'associations locales. C'est pourquoi nous avons autant de partenaires pour ce programme.

Par ailleurs, toutes les activités de sensibilisation et d'action communautaire aux Cayes et à Port-de-Paix (tournoi de football, projection de films de sensibilisation ou validation de petits projets communautaires) ont été également faite en collaboration avec les autorités locales et les autorités décentralisées. Par exemple, c'est la Direction Départementale de la Planification du Nord Ouest qui va gérer, conjointement avec les organisations de base comme Demelus Vers Développement, les petits projets communautaires de réhabilitation de deux places publiques à Port-de-Paix.

De la même façon, toutes les activités de haute intensité de main-d'œuvre sont définies conjointement avec les communautés bénéficiaires de façon à ce que les réhabilitations réalisées correspondent aux priorités des communautés. Cette stratégie permet aussi de créer l'appropriation des projets au sein des quartiers cibles.

## 4 Communication and Advocacy

**Has the JP articulated an advocacy & communication strategy that helps advance its policy objectives and development outcomes?**

Yes false  
No true

**Please provide a brief explanation of the objectives, key elements and target audience of this strategy**

Le programme prévoit d'engager un consultant afin d'appuyer la stratégie de plaidoyer et de communication du programme. Celle-ci nous permettra de mieux valoriser la sensibilisation aux objectifs du millénaire, et notamment ceux auxquels le programme conjoint contribue de façon directe ou indirecte.

**What concrete gains are the advocacy and communication efforts outlined in the JP and/or national strategy contributing towards achieving?**

Increased dialogue among citizens, civil society, local national government in relation to development policy and practice  
Establishment and/or liaison with social networks to advance MDGs and related goals  
Key moments/events of social mobilization that highlight issues  
Media outreach and advocacy

**What is the number and type of partnerships that have been established amongst different sectors of society to promote the achievement of the MDGs and related goals?**

Faith-based organizations	0
Social networks/coalitions	0
Local citizen groups	0
Private sector	0
Academic institutions	1
Media groups and journalist	1
Other	

**What outreach activities do the programme implement to ensure that local citizens have adequate access to information on the programme and opportunities to actively participate?**

Focus groups discussions  
Household surveys  
Use of local communication mediums such radio, theatre groups, newspapers  
Capacity building/trainings

## Section III: Millenium Development Goals

### Millenium Development Goals

Target 1.B: Achieve full and productive employment and decent work for all, including women and young people

JP Outcome	Beneficiaries	JP Indicator	Value
7000 personnes bénéficient d'un revenu pendant au moins deux semaines	7000	a.nombre de travailleurs jour (désagrégés par sexe) qui reçoivent des indemnités	7138.0

### Additional Narrative Comments

**Please provide any relevant information and contributions of the programme to de MDGs, whether at national or local level**

Sur la base des nouvelles données qui sont actuellement collectées par les différentes agences des Nations Unies et par l'Observatoire, l'Unité de Suivi et Évaluation du Programme Conjoint consolidera sa base de données et sera en mesure d'apporter plus d'éléments concernant l'apport du PC non seulement aux ODM de façon quantitative, mais aussi concernant les indicateurs thématiques généraux.

**Please provide other comments you would like to communicate to the MDG-F Secretariat**

1.Concernant la révision des termes de référence du Coordonateur de Programme et de son profile :

il a été décidé par les agences partenaires lors de la réunion du 14 octobre 2010, et validé par le CPSC Board le 19 janvier 2011 que le profile recherché est celui d'un gestionnaire capable d'harmoniser la mise en œuvre du programme conjoint, de faciliter les coordinations nationales et locales et qui connait le pays

2.Concernant la définition de la violence :

Même si le document de projet reconnaît la pluralité de la violence dans son analyse initiale, une certaine emphase sur la violence armée était présente dans le plan de travail initial, notamment au niveau des indicateurs. Face aux multiples formes et sources de la violence, nous avons décidé d'ouvrir le champ à toutes les formes de violence et ainsi ouvrir l'indicateur identifié initialement pour qu'il puisse également capter d'autres formes de violence. En particulier, la violence domestique est probablement un phénomène qui requiert une attention accrue de la part des acteurs internationaux. Les enquêtes et études devraient nous renseigner un peu plus dans ce domaine.

3.Concernant l'Observatoire National de la Violence et de la Criminalité :

L'Observatoire National de la Violence et de la Criminalité a été considérablement fragilisé avec le tremblement de terre du 12 janvier 2010. La récupération de celui-ci a été longue mais des progrès ont été réalisés : celui-ci est maintenant logé dans un endroit sûr, il sera officiellement inauguré en février et les premières analyses seront également publiées en février. Des partenariats avec les facultés locales sont en cours de discussion afin de permettre 1. Le renforcement des capacités nationales/locales au travers de la formation et de la participation des étudiants dans des projets de recherche appliquée, 2. Une mobilisation accrue des jeunes étudiants pour leurs communautés, 3. La mise en place de mécanismes de suivi et de recherche pérenne car inscrits dans les facultés locales.

4.Concernant les activités de mise en œuvre du programme conjoint:

Lors de la réunion du 14 octobre puis celle de l'atelier de planification stratégique du 16 novembre 2010, le contexte dans lequel le programme conjoint évolue a été révisé

comme le décrit les éléments suivants issus du rapport final :

'2. Analyse du changement de situation depuis la conception du programme :

De façon générale, le programme conjoint avait été élaboré dans un contexte de pacification, après les interventions de stabilisation de la MINUSTAH, lesquelles étaient parvenues à réduire certaines formes de violence, en particulier celle produite par les gangs. Le programme s'inscrit maintenant dans une dynamique de prévention ou « contention » de violence latente.

Les principaux changements entre la situation actuelle et la ligne de base au moment de la conception du programme sont présentés sous trois angles : en termes géographiques, de causes et de manifestations.

#### 2.a. Cartographie de la violence :

Selon les participants de l'atelier, les zones cibles identifiées dans le programme (Ouanaminthe, Port-de-Paix, Gonaïves, Saint-Marc et Les Cayes) demeurent vulnérables à la violence. Néanmoins, à Port-au-Prince, à Léogane et dans plusieurs municipalités du Plateau Central et de l'Ouest, la violence semble s'être exacerbée depuis le tremblement de terre de janvier 2010. A Port-au-Prince, par exemple, les enlèvements, meurtres, vols et cambriolages sont en hausse d'après les statistiques dont dispose la MINUSTAH. Toutefois, selon la section des affaires civiles de la MINUSTAH, les sites d'hébergement (qui accueillent environ 1.500.000 personnes) ne présentent pas forcément des indices de violence supérieurs à ceux d'autres quartiers de la ville.

#### 2.b. Causes de la violence :

Si on analyse les causes plus profondes de la violence aux niveaux structurel et culturel, celles-ci demeurent inchangées depuis le diagnostic initial : les fortes inégalités sociales, la violence culturelle (en particulier en ce qui concerne la violence basée sur le genre) et le faible état de droit restent des problèmes majeurs à aborder pour prévenir la violence de façon durable. Les participants de l'atelier ont d'ailleurs noté que la forte présence internationale tend à renforcer les inégalités sociales et peut générer des tensions entre internationaux et nationaux. Les discussions autour de l'origine du choléra et les tensions déjà palpables confirment cette détérioration des relations entre la population haïtienne et les acteurs internationaux (MINUSTAH, agences des Nations Unies et ONG internationales notamment). D'autre part, un espace public réduit qui ne permet pas aux citoyens de participer aux discussions et débats liés à la préparation et mise en œuvre de politiques publiques, en particulier en ce qui concerne la reconstruction du pays suite au tremblement de terre, peut occasionner des frustrations et mécontentements.

Les principaux changements depuis le tremblement de terre se situent au niveau des causes plus immédiates de la violence en Haïti. En premier lieu, la frustration de la population face à la lenteur de la reconstruction et sa colère face à l'épidémie de choléra, exacerbées par la manipulation politique des jeunes (notamment dans le contexte électoral), ont déjà occasionné de violents incidents et peuvent en déclencher de nouveaux. Deuxièmement, même si les conflits fonciers et la pression démographique sur les ressources étaient déjà à l'origine de violences auparavant, cette situation s'est aggravée en raison du déplacement interne des populations et de la destruction d'éléments de production suite au tremblement de terre, en particulier à Port-au-Prince et dans les autres zones affectées. Les conflits fonciers sont exacerbés par la difficile application du droit de la propriété et du droit d'usage des terres, ainsi que l'absence d'un cadastre adéquat. Un troisième phénomène à prendre en compte est la manipulation des groupes les plus vulnérables. Par exemple, certains hommes politiques et hommes d'affaires utilisent les services de gangs. Les jeunes de familles moins aisées souhaitent avoir accès aux mêmes biens que les jeunes de familles plus aisées. En l'absence d'opportunités, la criminalité devient un moyen d'accéder aux biens convoités. Finalement, à ces diverses causes potentielles de la violence, il faut ajouter deux facteurs aggravants qui existaient déjà lors de l'analyse de contexte effectuée en 2008, mais se sont accentués depuis 2008 : l'oisiveté des jeunes et la dislocation des cellules familiales.

#### 2.c. Formes de violence :

Les principaux indicateurs de crimes dans le pays (enlèvements, meurtres, vols et cambriolages) ne cessent d'augmenter. D'après les participants, la violence sexuelle, la violence domestique et la violence à l'école seraient également en hausse. Par ailleurs, les gangs seraient en train de se réorganiser, notamment à Port-au-Prince, avec l'appui de certains de certains dirigeants échappés de prison lors du tremblement de terre.'

Sur la base de ces considérations, le Programme Conjoint propose d'affiner ou de modifier ses activités en travaillant dans les domaines suivants :

**-RENFORCER LA COLLECTE DE DONNEES A PORT-AU-PRINCE :**

Face au cruel manque de données concernant les sources/formes et mesures de la violence à Port-au-Prince en général mais surtout depuis le tremblement de terre, et sur la base des recommandations des participants de l'atelier stratégique validées par le CPSC Board, il est essentiel de renforcer la collecte de données sur la violence au niveau de Port-au-Prince afin d'affiner les programmes de prévention : cette activité fait partie du plan de travail initial mais il est important de souligner le rôle que jouera l'Observatoire dans ce domaine car la réussite de l'enquête et la richesse des données collectées permettra de très bien positionner l'Observatoire pour 2011.

**-AJUSTER LES ACTIVITES LIEES A LA CREATION D'OPPORTUNITES SOCIOECONOMIQUES :**

Sans changer l'objectif de créer des opportunités socioéconomiques pour les jeunes à risque, et donc sans modifier l'output y relié, le Programme Conjoint propose d'ajuster ses activités sur deux aspects :

1. Réallouer les fonds prévus pour l'étude de travail et de marche ainsi que l'activité de micro finance dans les 5 villes cibles pour soutenir des programmes de formation professionnelle et de placement des meilleurs élèves dans des entreprises privées.

2. Ajouter Port-au-Prince aux zones ciblées.

Cette proposition s'explique par les éléments suivants :

-La mise en œuvre d'études de marche et de travail est un travail long, fastidieux et très onéreux. Le budget initial proposé est insuffisant et ne permettrait pas de collecter des informations de bonne qualité dans les zones cibles. De plus, ces études auraient du être réalisées dès le début du programme. Ayant raté cette fenêtre d'opportunité pour des raisons externes, il est important de canaliser ce budget sur des activités à impact plus pérenne et plus rapide

-il nous semble très important, dans le contexte de la reconstruction, de travailler avec des partenaires privés locaux et des discussions initiales montrent l'intérêt de certaines entreprises haïtiennes pour appuyer des programmes de stages professionnels

-après évaluation de l'initiative, il est prévu de former au moins 150 jeunes dans des secteurs clés porteurs puis de placer au moins la moitié d'entre eux dans des entreprises privées haïtiennes ou bases en Haïti.

**RENFORCER LES ACTIVITES DE REDUCTION DE LA VIOLENCE DANS LES CAMPS DE DEPLACES :**

-la situation actuelle à Port-au-Prince est préoccupante puisque les tendances montrent une augmentation constante des actes de violence. De plus, les organisations humanitaires sont en train de se retirer des camps de déplacés qui, pour une bonne partie d'entre eux, resteront en place dans les années à venir (2/3 ans au moins). L'absence de transition entre la prévalence de l'humanitaire et le développement pur est un risque d'instabilité majeur. A l'heure actuelle, et plus d'un an après le séisme, plus de 800,000 personnes, dont plus de la moitié sont des femmes, sont actuellement logées dans des sites d'hébergement.

-Cette initiative contribue directement à l'output 1.2 et 2.1, et permettra de :

1. faire un diagnostic participatif innovant en utilisant la même méthodologie que celle utilisée dans les zones cibles et en complément des enquêtes qui seront menées par l'ONVC avec l'aide du CIPC : ceci nous apportera non seulement des données complémentaires et comparables (et attendues par les acteurs nationaux et internationaux) mais aussi générera une appropriation par la communauté pour la mise en place de mesure de prévention

2. Préparer des plans de réduction de la violence en collaboration avec les autorités : cette activité générera des mécanismes de coordination entre les communautés vivant dans les sites d'hébergement et les municipalités. Ceci sera essentiel pour assurer la transition entre les sites d'hébergement et les retours aux domiciles.

3. Constituer et renforcer des commissions de femmes et autre structure communautaire dans des camps vulnérables afin de mettre en œuvre des mesures préventives pour les groupes les plus vulnérables
3. Assurer une reprise du développement sur l'humanitaire dans ces sites est absolument essentiel pour assurer de meilleures conditions de sécurité et un accroissement de la cohésion sociale au sein des sites d'hébergement.

Lors de la réunion du CPSC Board le 19 janvier dernier qui approuve le rapport 2010 et le plan de travail 2011 (et pour laquelle les minutes seront circulées avec le plan de travail 2011), il a été souligné :

- L'importance d'assurer l'égalité des sexes dans la mise en œuvre des activités de création d'opportunités socioéconomiques
- Le rôle des étudiants et des comités d'étudiants reconnus par le Rectorat dans des activités de prévention de la violence et de mobilisation

## Section IV: General Thematic Indicators

### 1 National capacities to prevent, reduce, mitigate and cope with the impact of violent conflict strengthened

#### 1.1 Type/number of new mechanisms (supported by the joint programme) that respond to popular demands/dissatisfaction related to existing and/or potential sources of conflict (i.e. denial of rights, urban violence, discrimination, etc.)

##### Policies

No. National	1
No. Regional	0
No. Local	0

##### Laws

No. National	0
No. Regional	0
No. Local	0

##### Plans

National	1
Regional	0
Local	5

##### Forums/roundtables

National	2
Regional	0
Local	5

##### Working groups

National	
Regional	
Local	

##### Dialog clubs

National	1
----------	---



Regional 0  
Local 0

**Cooperation agreements**

National 0  
Regional 0  
Local 0

**Other, Specify**

National  
Regional  
Local

**1.2 Please briefly provide some contextual information on the above mentioned mechanisms and the country/municipality where it will be implemented (base line, stage of development and approval, potential impact)**

en ce qui concerne la contribution a une politique nationale, le PC, au travers des recommandations de politiques publiques de courts et moyens termes sur les phénomènes de conflits et de violence produites par l'observatoire national de la violence et de la criminalité, espère contribuer a la mise en place de politiques publiques destinées a lutter contre les formes de violence identifiées. De plus, grâce aux formations liées a la gestion de crises et a la programmation sensible aux crises (conflict-sensitive programming), le PC contribue a améliorer les capacités du gouvernement dans la gestion de crises.

De plus, il est prévu que dans chaque région, des plans de réduction de la violence (un par zone)soit produits. Ceux-ci sont multi-sectoriels et impliquent donc les communautés, les autorités locales, la police et la justice. ces plans doivent identifier le contexte actuel, les sources et manifestations de la violence, et les priorités accordées par la communauté. Ces plans seront diffusés et devront servir de référence pour toute activité de réduction de la violence au sein de ces communautés. Ces plans devront nourrir l'analyse pour la préparation d'un plan/ politique plus nationale.

L'Observatoire National va mettre en place et animer une plateforme d'échange des acteurs impliqués dans la réduction de la violence au travers de rencontres, ateliers-débats et colloques internationaux (1 par an)

Une autre plateforme d'échange que le PC promeut est un mécanisme de coordination entre le gouvernement central et les 5 zones cibles. Ceci passera par le partage des plans de réduction de la violence et l'actualisation de ceux-ci ainsi que de rencontres thématique sur la violence.

Le PC entend aussi soutenir les tables rondes locales qui traiteront de la thématique de la violence.

**1.3 Number of citizens benefiting from the above mentioned mechanisms to channel their concerns**

**Total No. Citizens**

Total  
% Ethnic groups  
Total Urban  
No. Urban Women  
No. Urban Men  
Total Rural  
No. Rural Women  
No. Rural Men

**Youth under the age of 25 years**

Total  
Total Urban  
No. Urban Women  
No. Urban Men  
Total Rural  
No. Rural Women  
No. Rural Men

**IDPs/Refugees**

Total No.  
Total Urban  
No. Urban Women  
No. Urban Men  
Total Rural  
No. Rural Women  
No. Rural Men

**Other, Specify**

Total No.  
*ces informations ne sont pas encore disponibles pour ce rapport.*  
Total Urban  
*ces informations ne sont pas encore disponibles pour ce rapport.*  
No. Urban Women  
*ces informations ne sont pas encore disponibles pour ce rapport.*  
No. Urban men  
*ces informations ne sont pas encore disponibles pour ce rapport.*

Total Rural

*ces informations ne sont pas encore disponibles pour ce rapport.*

No. Rural Women

*ces informations ne sont pas encore disponibles pour ce rapport.*

No. Rural Men

*ces informations ne sont pas encore disponibles pour ce rapport.*

## 1.4 Number of local and/or community plans for violence prevention implemented

### Total

No. 5

### Youth

No.

% of ethnic groups n/a

### Women

No.

% ethnic groups n/a

### Ethnic groups

No n/a

### Other, Specify

No.

% ethnic groups

## 2 Capacity to prevent, reduce, mitigate and cope with the impact of violent conflict strengthened

### 2.1 Number of organizations and individuals with strengthened capacity in the following areas

Violence

Conflict resolution  
Create dialogue

**Religion Leaders**

No.  
% ethnic groups      n/a

**Community Leaders**

No.  
% ethnic groups      n/a

**Citizens**

No. Women  
No. Men  
% ethnic groups      n/a

**Judges**

No.  
% ethnic groups      n/a

**Policeman**

No.  
% ethnic groups      n/a

**Civil servants**

No.      20  
% ethnic groups      n/a

**Government representatives**

No.      5  
% ethnic groups      n/a

**Youth organizations**

No.      25  
% ethnic groups      n/a

**Community based organizations**

No.      35  
% ethnic groups      n/a

### 3 Impact of violent conflict reduced and/or mitigated

#### 3.1 Number and type of violent incidents reported in the area of intervention through formal and informal channels

Social incidents (e.g. riots)

*Les tendances actuelles présentées par la MINUSTAH lors de l'atelier stratégique et les nouvelles données liées au contexte électoral indiquent:*

- *une montée continue au cours de l'année de la criminalité et de la violence (vols, viols, kidnappings, meurtres, notamment à Port-au-Prince)*
- *une certaine résurgence de violences de gangs*
- *des mouvements de protestation parfois violents*

*Les éléments structurels de l'analyse de conflits du document conjoint restent valables pour les régions cibles (inégalités économiques et sociales, oisiveté des jeunes, manque de confiance et d'accès à la justice et à la police, violence faite aux femmes,...)*

*Il reste toutefois difficile d'obtenir des données fiables et consolidées sur ces éléments.*

Crime (Violent incidents)

*Les tendances actuelles présentées par la MINUSTAH lors de l'atelier stratégique et les nouvelles données liées au contexte électoral indiquent:*

- *une montée continue au cours de l'année de la criminalité et de la violence (vols, viols, kidnappings, meurtres, notamment à Port-au-Prince)*
- *une certaine résurgence de violences de gangs*
- *des mouvements de protestation parfois violents*

*Les éléments structurels de l'analyse de conflits du document conjoint restent valables pour les régions cibles (inégalités économiques et sociales, oisiveté des jeunes, manque de confiance et d'accès à la justice et à la police, violence faite aux femmes,...)*

*Il reste toutefois difficile d'obtenir des données fiables et consolidées sur ces éléments.*

Ethnic groups related n/a

*Les tendances actuelles présentées par la MINUSTAH lors de l'atelier stratégique et les nouvelles données liées au contexte électoral indiquent:*

- une montée continue au cours de l'année de la criminalité et de la violence (vols, viols, kidnappings, meurtres, notamment à Port-au-Prince)
- une certaine résurgence de violences de gangs
- des mouvements de protestation parfois violents

*Les éléments structurels de l'analyse de conflits du document conjoint restent valables pour les régions cibles (inégalités économiques et sociales, oisiveté des jeunes, manque de confiance et d'accès à la justice et à la police, violence faite aux femmes,...)*

*Il reste toutefois difficile d'obtenir des données fiables et consolidées sur ces éléments.*

Other, specify

*Les tendances actuelles présentées par la MINUSTAH lors de l'atelier stratégique et les nouvelles données liées au contexte électoral indiquent:*

- une montée continue au cours de l'année de la criminalité et de la violence (vols, viols, kidnappings, meurtres, notamment à Port-au-Prince)
- une certaine résurgence de violences de gangs
- des mouvements de protestation parfois violents

*Les éléments structurels de l'analyse de conflits du document conjoint restent valables pour les régions cibles (inégalités économiques et sociales, oisiveté des jeunes, manque de confiance et d'accès à la justice et à la police, violence faite aux femmes,...)*

*Il reste toutefois difficile d'obtenir des données fiables et consolidées sur ces éléments.*

### **Comments**

lors de la constitution de l'Unité de Suivi et Évaluation, la priorité sera de travailler sur ces indicateurs afin d'apporter de plus amples précisions sur les personnes touchées et les mécanismes mis en place.

A l'heure actuelle, les données ne sont pas disponibles pour fournir les réponses précises appropriées pour cet exercice.

**1977- MDG-F-MONITORING AND EVALUATION FRAMEWORK – REPORT 1 – 20JAN2011**

Resultats Attendus (Outcomes & outputs)	Indicateurs	Ligne de base (actualisée après le 12 janvier 2010)	Cible Prévue pour l'ensemble du PC	Atteinte des cibles à date	Moyens de vérification	Méthode de collecte (avec les date et fréquence indicatives)	Responsibilités	Risques & assumptions
<p><b>OUTCOME 1: les capacités et mécanismes locaux pour prévenir et réduire la violence sont renforcés</b></p> <p><i>OUTPUT CONJOINT 1: Des opportunités socioéconomiques pour des jeunes à risque et plans de réduction de la violence sont créés</i></p> <p>Output 1.1: les structures de gouvernance locales, incluant des représentants des communautés et des autorités locales sont établies et/ou renforcées et des plans de prévention participatifs sont élaborés</p>	<p>Indicateurs Output 1.1:</p> <p>a. nombre de communautés dans lesquelles des enquêtes et autres moyens de collecte d'information sur les sources et formes de la violence ont été réalisées</p> <p>b. nombre de décisions/documents valides conjointement par les structures locales pour un consensus sur les priorités de réduction de la violence</p> <p>c. nombre de plans de réduction de la violence produits</p>	<p>Les activités de prévention/réduction de la violence restent ponctuelles et ne sont souvent pas coordonnées au niveau local et implique peu les communautés dans la conception de celles-ci.</p> <p>La violence reste préoccupante dans les régions cibles pour les raisons structurelles suivantes : les fortes inégalités sociales, la violence culturelle (en particulier en ce qui concerne la violence basée sur le genre) et le faible état de droit restent des problèmes majeurs à aborder pour prévenir la violence de façon durable</p>	<p>a/b/c Des plans de réduction de la violence sont produits et valides conjointement avec les structures locales dans 5 régions cibles et dans au moins 3 camps de Port au Prince et servent de cadre de référence pour les activités de développement/prévention de la violence</p>	<p>a. identification des premières données de perception sur les sources et formes de violence dans deux communautés</p> <p><b>b. les mécanismes de coordination n'ont pu se mettre en place du fait du contexte exceptionnel lie au tremblement de terre 2010</b></p> <p><b>c. aucun plan n'a pu être réalisé du fait du contexte exceptionnel lie au tremblement de terre 2010</b></p>	<p>a. Comptes-rendus/documents d'analyse/feuille de présence</p> <p>b. Minutes/documents valides par les structures locales</p> <p>c. les plans validés peuvent être consultés aux niveaux central/ local / et au sein de l'Unité d'Exécution du PC</p>	<p>a. focus group multi-sectoriels</p> <p>a. enquêtes de perception au sein des communautés</p> <p>a. études/analyses complémentaires produites</p> <p>b. envoi et archivage des copies desdits documents</p> <p>c. copie des plans de prévention de la violence</p>	<p>a/b/PNUD</p>	<p>R1 : retard dans la mise en œuvre des activités lors de la période électorale H1 : en intensifiant nos activités en dehors des moments forts du calendrier électorale, le programme rétablit le rythme d'exécution des activités</p> <p>R2 : faible participation des gens dans les rassemblements de sensibilisation à cause de l'épidémie de cholera H2 : en organisant des événements de proximité (école, quartiers), le nombre de participants augmente</p>

<p>Output 1.2: des groupes a risque cibles bénéficient d'opportunités socio-économiques au travers de programmes a haute intensité de main-d'œuvre et de formation dans les secteurs productif porteurs</p>	<p>a. nombre de travailleurs jour (désagrégés par sexe) qui reçoivent des indemnités</p> <p>b. amélioration de la qualité de l'environnement des communautés vulnérables au travers de la réhabilitation d'infrastructures locales</p> <p>c. des études de travail et de marche sont réalisées dans les communautés afin d'orienter les formations professionnelles</p>	<p>Moins d'un cinquième des Jeunes de 15 à 24 ans révolus soit 14% exercent effectivement un emploi rémunéré</p> <p>Le taux de chômage est de 53,3% de la population économiquement active chez les jeunes (source UNFPA -2010)</p>	<p>a. 7000 personnes (dont au moins 30% de femmes) sont employées pendant au moins deux semaines</p> <p>b. une trentaine de projets de réhabilitation sont menés à bien dans les communautés cibles</p>	<p>a. 4,198 personnes pendant au moins deux semaines. Plus précisément, 1740 femmes et 2458 hommes ont bénéficié des projets de réhabilitation a haute intensité de main d'œuvre</p> <p>b. 17 projets de réhabilitation ont été mis en œuvre :  3 projets de drainage de canaux  2 réhabilitations de route  5 projets de conservation des sols  1 place publique réhabilitée  1 projet d'électrification  1 pont piéton  4 captations de sources</p> <p>c. les études de marché et de travail n'ont pas eu lieu pour plusieurs raisons :  -le budget alloué pour mettre en œuvre ces activités ne permettait pas d'obtenir des produits de qualité (sous-budgétisation initiale)  -la faisabilité de cet exercice dans les conditions de 2010 était questionnable  -la mise en œuvre tardive de cette activité mettait en péril les activités de formation professionnelle pour 2011</p>	<p>a. feuilles de présence et de paie</p> <p>b visites de supervision et de suivi sur le terrain</p> <p>c. rapports de la consultation pour les études de marche et de travail</p>	<p>a. Tables consolidées des projets et bénéficiaires des projets à haute intensité de main-d'œuvre dans les 5 communautés cibles sont disponibles</p> <p>b. rapports de visite avec photos</p> <p>c. copie du rapport envoyée a l'Unité d'Exécution</p>	<p>OIM sur les activités HIMO et la formation professionnelle</p> <p>PNUD sur les activités liées au placement des jeunes dans les entreprises privées</p>	<p>R3 : Difficulté dans la coordination du programme conjoint avec 5 agences dans cinq villes différentes. H3 : au travers de la mise en place de fiches conjointes d'activités mensuelles avec des points focaux par zone cibles, le programme renforce sa coordination</p> <p>R4 : Les différents tourments liés à l'élection, le choléra et la tempe de l'année 2010 risquent de perturber le calendrier du programme conjoint et nous empêcher d'atteindre certains résultats avant la fin du projet. H4 : en demandent une extension d'une année supplémentaire d'exécution, le PC pourra mettre en œuvre l'ensemble</p>
---	---	---	---	---	--	--	--	---



	<p>d. nombre de jeunes formés dans les secteurs clés pour le marché de l'emploi</p> <p>e. nombre de formations aux associations locales de micro finances</p> <p>f. nombre de jeunes bénéficiant de programme de microcrédit</p>		<p>d. au moins 80 jeunes sont formés et font partie d'un programme de micro-financement</p>	<p>d. comme les domaines de formation professionnelle des jeunes dépendait des résultats des études de travail et de marche, cette activité a été reportée</p> <p>e/f. les programmes de micro-financement ne pouvaient commencer avec la formation professionnelle des jeunes. Devant les difficultés pour la mise en œuvre des études de marche et de travail, cette activité a été suspendue et renvoyée à l'année 2011</p>	<p>d. feuilles d'enregistrement et d'évaluation des jeunes dans les écoles/stages de formation</p> <p>e. feuilles de présence des associations locales lors des formations sur la gestion du micro financement</p> <p>f. rapports des associations locales faisant du micro financement</p>	<p>d. copies de ces feuilles d'enregistrement et d'évaluation des jeunes sont disponibles à l'Unité d'Exécution</p> <p>e. copie des feuilles de présence</p> <p>f. copie des rapports archives au sein de l'Unité d'Exécution</p>		<p>des activités du cadre de résultats prévus.</p>
--	--	--	---	--	---	---	--	--

<p><i>OUTPUT CONJOINT 2: L'accès aux services de base pour les femmes et les filles victimes de violence sexuelle est amélioré et les communautés sont mobilisées contre la violence</i></p> <p>Output 2.1 des initiatives incluant des campagnes de sensibilisation, l'organisation d'événements pour les jeunes, et des études sur les sources de la violence communautaire pour réduire la violence réelle et perçue et améliorer l'accès des communautés aux services sont mises en œuvre</p>	<p>Indicateurs Output 2.1 :</p> <p>a.Nombre de jeunes sensibilisés par des activités de réduction de la violence</p> <p>b.Nombre de jeunes et d'associations de jeunes mobilisés pour leur communauté</p> <p>c. nombre de dialogues communautaires multisectoriels organisés au sein des quartiers cibles</p>	<p>Les focus groups et le mapping orchestre par ONU FEMMES nous fournissent les éléments suivants concernant l'état de la violence dans les 5 zones cibles. Ces informations restent néanmoins relatives et incomplètes car l'enquête de perception n'a pas pu encore avoir lieu :</p> <p>Ouanaminthe, une perception d'augmentation de la violence a été recensée mais non vérifiée</p> <p>De la même façon, les conclusions du focus group organisé à Port-de-Paix et les Cayes montrent une perception d'augmentation des phénomènes de violence et de criminalité. Des critiques concernant des phénomènes de corruption qui entament la confiance entre les</p>	<p>20% de réduction de la perception de la violence et de l'insécurité par la population des communautés en deux ans</p>	<p>300 journalistes ont bénéficié d'une formation visant à renforcer les capacités des journalistes à l'approche des élections présidentielles et législatives du 28 novembre, attirer leur attention sur les enjeux des élections, les sensibiliser sur les questions d'éthique et sur le rôle qu'ils peuvent jouer, notamment dans la réduction de la violence, au cours de cette période. Cette formation s'est faite conjointement avec l'Association des journalistes haïtiens.</p> <p>Parallèlement et en complémentarité, des activités socioculturelles et sportives organisées avec des ONG locales et les municipalités ont été organisées. Parmi elles nous pouvons citer : un Spectacle des jeunes d'Haiti Tchaka Dance a mobilisé plus de 1,000 jeunes lors de la Journée International de la Paix du 21 septembre dernier. De plus, des activités de prévention aux Cayes et a Port-de-Paix utilisant l'évènement de la coupe du monde a mobilisé en deux semaines quelques milliers de personnes grâce aux retransmissions des matchs, de documentaires et films de sensibilisation dans des lieux publics et quartiers populaires.</p> <p>Aucun mécanisme de dialogue communautaire n'a pu être</p>	<p>a/bRapports d'activités des agents d'exécution</p> <p>a/b questionnaire d'évaluation post-formation</p> <p>a/b.publications sur les activités appuyées dans les communautés</p> <p>c/actes des sessions de dialogue (liste de participants et résumé des dialogues)</p>	<p>a/b réception des rapports d'activité par l'Unité d'Exécution</p> <p>a/b réception des rapports d'activité par l'Unité d'Exécution</p> <p>a/b collecte et archivage des coupures de presse et des émissions réalisées.</p> <p>c/rapport des partenaires locaux sur les dialogues envoyés à l'Unité d'Exécution</p>	<p>UNDP UNFPA UNESCO</p>	
---	---	--	--	---	--	---	----------------------------------	--

		communautés et les autorités locales  Les capacités des acteurs de la police et de la justice comme garants de la sécurité et du droit en Haïti sont remises en question de façon régulière		organise car les capacités logistiques dans les régions étaient insuffisantes pour gérer leur organisation et suivi				
Output 2.2: initiatives incluant la provision d'appui médical et psychologique aux survivants de violence sexuelle et renforcement des capacités des organisations de femmes ainsi que des activités de sensibilisation sur la violence de genre mises en œuvre	a. Nombre de personnel médical formé sur la prise en charge médicale des victimes de violence basée sur le genre  b. nombre de formations pour les organisations de femmes qui fournissent les services multidisciplinaires pour les femmes et filles victimes de violence  c. nombre de centres d'écoute actifs	Mapping des besoins des organisations de femmes : OUANAMINTHE : Organisations de femmes actives et formées en GBV service de prise en charge disponible et sensibilisations continues mais sans obtenir une baisse de la violence faite aux femmes (perception que le GBV est en augmentation dans la région) Besoin de renforcer les capacités de la justice et de la police et de	Renforcement des capacités des organisations de base dans la prévention de la violence faite aux femmes et dans la prise en charge multidisciplinaire de femmes et filles victimes de violence de genre dans les 5 villes cible	Un mapping des services médicaux offerts aux femmes victimes de violence est en cours afin de comprendre les besoins en termes de formations dans les 5 villes cibles.  Un mapping des organisations de base qui fournissent des services de prise en charge multidisciplinaire aux femmes et filles victimes de violence basée sur le genre est disponible.  2 centres d'écoute sont déjà actifs (Saint Marc et Gonaïves)  3 autres organisations de base ont été identifiées pour mettre en place les autres centres d'écoute. Ceux-ci seront actifs dès le mois de février 2011	a. fiches de présence et questionnaires d'évaluation post-formation du personnel médical  b. fiches de présence et questionnaires d'évaluation post-formation du personnel médical  c. visites de supervision dans les	a. rapports d'activités sur les formations soumis à l'Unité d'Exécution du PC  b. rapports d'activités sur les formations soumis à l'Unité d'Exécution du PC  c. rapports de terrain évaluant la	UNFPA pour les activités liées à la prise en charge médicale  ONU FEMMES pour les activités liées à la prévention et à la prise en charge multidisciplinaire	

	<p>d. Nombre de femmes/filles victimes de violence basées sur le genre qui bénéficient de la prise en charge multidisciplinaire dans les régions cibles</p> <p>e. nombre de rencontres communautaires et spots de télévision et radios qui transmettent des messages sur la prévention de la violence basée sur le genre</p>	<p>continuer l'encadrement des organisations de femmes</p> <p>PORT DE PAIX : Peu d'organisations de femmes dans la zone Fourniture de services faible Besoin en formation pour les médecins, policiers, avocats et organisations qui font de l'accompagnement de femmes victimes</p> <p>GONAIVES : mouvement féministe assez fort, travail en réseau intéressant et fourniture de services de très bonne qualité aux femmes victimes de violence</p> <p>SAINT MARC : 4 organisations de femmes actives mais sans coordination particulière entre elles</p> <p>LES CAYES : mouvement</p>	<p>Dans le cas des deux autres indicateurs (c et d), ces activités n'ont pu se mettre en place du fait des retards dans le lancement du programme (tremblement de terre puis épidémie de cholera et enfin contexte électoral trouble)</p>	<p>centres</p> <p>d. les organisations remplissent et archivent des fiches par cas de violence basée sur le genre</p> <p>e. rapports semestriels préparés par chaque partenaire sur les activités de prévention</p>	<p>qualité des services fournis par les centres d'écoute</p> <p>d. Rapports soumis par les organisations de femmes sur les cas répertoriés de femmes/filles victimes (vérification des fiches lors des visites de terrain)</p> <p>e. une copie des rapports des partenaires est envoyée pour archivage à l'Unité d'exécution du PC</p>		
--	--	---	---	---	--	--	--

		féministe assez faible avec seulement deux organisations de femmes travaillant dans l'aide aux femmes victimes de violence						
Output 2.3: sensibilisation et éducation pour prévenir la violence, incluant la violence faite aux femmes, et promotion de la cohésion sociale renforcée au travers d'émissions de radio nationales et communautaires	a.Nombre de jeunes hommes et de femmes sensibilisés sur la paix et la prévention de la violence	Les jeunes	La thématique de la violence est mieux appréhendée par les media de communication et discutée par les jeunes	Dans le cadre des activités visant à renforcer la mobilisation communautaire et la prévention de la violence au sein des communautés cible, une formation au profit de 40 animateurs de radios communautaires et privées dans cinq régions d'Haïti (Port-de-Paix, Gonaïves, Saint Marc, Les Cayes, Ouanaminthe) a été organisée. De plus, 10 émissions de radio et de 12 spots de promotion de la non-violence ont été produits pour les 5 zones cibles.	Rapports et publications sur les activités mises en œuvre	Copie des rapports d'activité	UNESCO	

<p>OUTCOME 2: les capacités et systèmes nationaux pour comprendre les causes et dynamiques des crises et de la violence et pour articuler des réponses pertinentes sont renforcées</p> <p><i>OUTPUT CONJOINT 3: La capacité nationale du gouvernement à trouver et apporter des réponses qui adressent les causes et les dynamiques de crise et de violence est améliorée</i></p> <p>Output 3.1: des analyses multidimensionnelles empiriques et qui identifient les aspects liés au genre sont développées</p>	<p>a. Nombre de diagnostics locaux sur la violence, et notamment la violence faite aux femmes, préparés et diffusés</p> <p>b. nombre d'analyses sur la violence en Haïti produites et diffusées</p> <p>c. Etablissement d'une plateforme d'échange active avec les acteurs impliqués dans la collecte et la prévention de la violence en Haïti,</p>	<p>L'observatoire National de la Violence et de la Criminalité (ONVC) créé en août 2009 a été détruit après le tremblement de terre mais les données collectées depuis septembre 2009 ont été sauvegardées.</p> <p>L'UEH, qui abrite et pilote l'Observatoire, a perdu 9 de ses 11 édifices, ainsi que de nombreux étudiants et professeurs lors du séisme.</p> <p>Il existe peu de données fiables et harmonisées sur la violence et la criminalité en Haïti, ce qui rend l'analyse de données y relatives complexe et souvent partielle</p> <p>Il n'existe aucune donnée consolidée pour étudier les niveaux et formes de violence au sein des camps des</p>	<p>Des analyses empiriques et reconnues nationalement et internationalement sur les phénomènes de violence en Haïti et des recommandations aux politiques publiques sur la violence, incluant la violence faite aux femmes sont produites</p>	<p>L'Observatoire est installé dans ses nouveaux locaux et est équipé</p> <p>Le premier bulletin a été préparé et sera publié à la fin de janvier 2011 lors de l'inauguration de celui-ci</p> <p>Un site internet est en cours de développement et sera finalisé en février 2011</p> <p><b>La préparation des diagnostics et d'études ainsi que l'établissement de la plateforme d'échange ainsi que le mécanisme de partage de données au niveau institutionnel n'ont pu se mettre en place du fait notamment de la destruction de l'Observatoire pendant le séisme du 12 janvier dernier et des retards subséquents dans la mise en œuvre des activités prévues. Néanmoins, des analyses ponctuelles sur, par exemple, la collecte des données au sein de la police et l'évolution de la perception de la violence dans les journaux sont maintenant disponibles</b></p>	<p>a. Rapports de l'ONVC sur les progrès réalisés (rapports chaque trimestre) e, rencontres hebdomadaires et participation au comité scientifique de l'Observatoire pour la validation des études et analyses</p> <p>c. protocoles d'entente établis par l'Observatoire pour la collecte et analyse de données</p> <p>c. Ateliers et rencontres organisés par l'ONVC</p> <p>c. participation de l'ONVC dans des colloques</p>	<p>a. copie des rapports envoyés à l'Unité d'Exécution, copie de toutes les analyses et documents produits par l'Observatoire dans le cadre du programme</p> <p>b. Soumission opportune par le Rectorat des rapports et produits d'analyses (i.e. bulletins)</p> <p>c. copie rapports de trimestre de l'ONVC soumis au PC</p> <p>c. invitations du PC pour participer aux ateliers de rencontre</p> <p>c. Coupure de presse sur les activités de l'Observatoire</p>	<p>Le PNUD gère directement l'accord avec le Rectorat de l'UEH concernant l'Observatoire</p> <p>Le PNUD fait partie du comité scientifique et d'orientation de l'Observatoire (pour toute publication)</p> <p>Le PNUD facilite les partenariats avec UNFPA et UNESCO pour leurs activités respectives</p>	<p>R1 : retard dans la mise en œuvre des activités lors de la période électorale H1 : en intensifiant nos activités en dehors des moments forts du calendrier électorale, le programme rétablit le rythme d'exécution des activités</p> <p>R2 : faible participation des gens dans les rassemblements de sensibilisation à cause de l'épidémie de choléra H2 : en organisant des événements de proximité (école, quartiers), le nombre de participants augmente</p> <p>R3 : Difficulté dans la coordination du programme conjoint avec 5 agences dans cinq villes différentes. H3 : au travers de</p>
---	---	--	---	--	---	---	---	---

	<p>d. un mécanisme de partage de données spécifiques sur la violence basée sur le genre existe entre l'ONVC, la Concertation Nationales, le MCFDF et l'INS</p> <p>e. Nombre de personnes formées a la méthodologie du Safety Audits dans les communautés cibles</p>	<p>zones affectées et l'observatoire a été reconnu comme particulièrement bien place pour mener a bien cette activité</p>			<p>internationaux</p> <p>c. nombre d'utilisateurs du site internet de l'Observatoire</p> <p>d. rencontres des partenaires pour la création d'un mécanisme de coordination</p> <p>e. fiches de présence et questionnaires d'évaluation post-formation</p>	<p>c. rapport informatique sur le nb d'utilisateurs mensuels et analyse des tendances (dans le rapport du Rectorat au PNUD)</p> <p>d. minutes des réunions des partenaires partagées avec le PC</p> <p>e. copie des fiches et analyse des questionnaires</p>	<p>la mise en place de fiches conjointes d'activités mensuelles avec des points focaux par zone cibles, le programme renforce sa coordination</p> <p>R4 : Les différents tourments liés à l'élection, le choléra et la tempe de l'année 2010 risquent de perturber le calendrier du programme conjoint et nous empêcher d'atteindre certains résultats avant la fin du projet.</p> <p>H4 : en demandent une extension d'une année supplémentaire d'exécution, le PC pourra mettre en œuvre l'ensemble des activités du cadre de résultats prévus.</p>
--	---	---	--	--	--	--	---

<p>Output 3.2: des politiques et programmes sont ajustés pour refléter des mécanismes de coordination et de prévention de la violence renforcés entre le gouvernement et les communautés locales</p>	<p>a. Nombre de cadres du gouvernement, incluant le MPCE formés en analyse et gestion de conflits</p> <p>b. Les plateformes et mécanismes de prévention de conflits sont institutionnalisés et intégrés dans des activités de développement par le gouvernement et les partenaires internationaux</p>	<p>Les cadres du MPCE et Ministères Sectoriels ne sont traditionnellement pas formés aux techniques de gestion de conflits</p> <p>Il n'existe pas de mécanismes institutionnalisés</p>	<p>Les acteurs du gouvernement sont formés pour gérer des crises politiques ou sociales, connaissent la thématique de la violence en Haïti et sont formés sur les options de politiques publiques</p>	<p>Avec le tremblement de terre et l'affaiblissement prononcé des Ministères tant au niveau des ressources humaines qu'opérationnelles, les activités de formation n'ont pu avoir lieu.</p>	<p>Evaluation des formateurs par les participants</p> <p>Organisation de réunions de coordination</p>	<p>Questionnaires d'évaluation post-formation</p> <p>Minutes des réunions nationales/locales organisées.</p>	<p>UNDP</p>	<p>R: Instabilité politique résultant du tremblement de terre puis des élections et qui n'a pas encore permis d'identifier les participants adéquats</p> <p>A : la transition politique peut être chaotique mais devrait être assurée dans les premiers mois de 2011, ce qui permettra au programme de travailler au niveau institutionnel tel que prévu</p> <p>A : ce genre de formation peut créer un changement de comportement et sera opportun en 2011, dans le contexte de la transition politique et les enjeux de la reconstruction qu'Haïti va affronter</p>
--	---	--	---	---	---	--	-------------	---



<p>Output 4.1: le programme conjoint est géré et suivi de façon efficace</p>	<p>a. Nombre de rapports narratifs et financiers soumis à temps au Secrétariat</p> <p>b. Nombre de minutes de réunions du programme conjoint.</p> <p>c. Existence d'une stratégie de communication sur les ODM claire</p> <p>d. Existence d'un tableau de suivi et évaluation sur les indicateurs du programme</p>	<p>Le programme conjoint est constitué d'un NSC, un CPSC Board et d'une Unité d'Exécution pour une durée initiale de deux ans (du 18 décembre 2009 au 17 décembre 2011)</p>	<p>a. Les rapports narratifs et financiers répondent aux standards exigés par les bailleurs et sont acceptés par les bailleurs</p> <p>b. le projet est coordonné et a un impact multisectoriel</p> <p>c. le projet est visible et son lien avec l'atteinte des objectifs du millénaire est reconnu</p> <p>d. le suivi et évaluation du projet est réalisé selon une méthodologie de collecte d'information claire et efficace</p>	<p>En 2010, les recrutements pour l'unité ont été relancés en 2010 après une tentative infructueuse en 2009 pour les deux postes.</p> <p>Ceci a entamé la bonne coordination du programme en 2010 d'autant que toutes les agences vivaient une phase d'urgence complexe. L'unité sera en place définitivement à la fin du mois de janvier 2011</p> <p>La matrice de suivi et évaluation est actualisée et reflète la ligne de base post-tremblement de terre.</p> <p>un exercice important de reformulation du programme afin qu'il réponde au mieux au contexte actuel a été réalisé avec les agences, contreparties et partenaires locaux. Les minutes de cet atelier et l'analyse qui en ressort ont servi de base aux ajustements valides par le Board et qui seront proposées avec le plan de travail 2011</p>	<p>a. Rapports narratifs et financiers</p> <p>b. rencontres régulières du CPSC Board / NSC</p> <p>c. des articles sur le PC sont produits, notamment sur le site du MDG-F</p> <p>d. une matrice de données sur les avancées du programme est actualisée régulièrement</p>	<p>a. Copie des rapports semestriels et rapport final archivée</p> <p>b. Agenda / Présentations/ Minutes du Comité National et Comité de Gestion et NSC</p> <p>c. coupures de presse, lien internet d'articles</p> <p>d. fichier Excel géré par l'Officier en Suivi et Evaluation</p>	<p>Toutes les agences partenaires</p>	<p>R: reconstituer une bonne coordination après une année de mise en œuvre à des niveaux d'exécution différents entre les agences</p> <p>A : la constitution de l'Unité augmentera de façon significative la coordination entre agences et permettra d'avancer plus rapidement et avec un impact renforcé</p>
--	--	---	---	---	---	---	---------------------------------------	---

## MATRICE DES RESULTATS - RAPPORT 1

<b>JP output: 1 Des opportunités socioéconomiques pour des jeunes à risque et plans de réduction de la violence sont créés</b>									
Programme Output	Activités	année		AGENCE	RESPONSABLE	PROGRES DE MISE EN ŒUVRE ESTIME			
		Y1	Y2		NATIONAL/LOCAL	Montant total prévu pour le PC	Total estime du montant engage	Total estime du montant dépense	% estime de dépense du budget
Output 1.1: les structures de gouvernance locales, incluant des représentants des communautés et des autorités locales sont établies et/ou renforcées et des plans de prévention participatifs sont élaborés	1.1.1 identifier et évaluer les réseaux sociaux existants et les capacités pour la prévention/réduction de la violence au niveau communautaire et diffusion du diagnostic			PNUD	PNUD/UEH	80 000	0	0	0%
	1.1.2. appuyer le renforcement des plateformes/mécanismes de coordination entre, les autorités locales, la société civile, la police, les cours locales de justice, entre autre, pour construire un consensus sur les priorités de réduction de la violence			PNUD	ONG/autorites locales	80 000	0	0	0%
	1.1.3. sur la base d'une méthodologie commune, appuyer l'analyse des parties prenantes sur les sources et manifestations de la violence, incluant la désagrégation par le genre et l'âge, et mettre en place des études complémentaires			PNUD	ONG en collaboration avec l'UEH/ONVC	220 000	0	0	0%
	1.1.4. assister le développement et l'actualisation régulière des plans de prévention de la violence sur la base d'une analyse continue			PNUD	CIPC/UEH	180 000	28 000	14 000	31,00%
	<b>Total</b>					<b>560 000</b>	<b>28000</b>	<b>14000</b>	<b>10,00%</b>
Output 1.2: des groupes à risque des bénéficient d'opportunités socio-économiques au travers de programmes à haute intensité de main-d'œuvre et de formation dans	1.2.1 mettre en œuvre des études de marche et de travail			PNUD	ONG locale	40 000	0	0	0%
	1.2.2. Appuyer la réhabilitation des biens des communautés au travers de programmes à haute intensité de main-d'œuvre			OIM	OIM	1, 774,056	918 028	918 028	100%
	1.2.3. sur la base des produits/services locaux identifiés lors des études, offrir des formations professionnelles aux jeunes			OIM	OIM	400 000	0	0	0%
	1.2.4. renforcer les associations locales de micro finances ou les jeunes qui auront suivi la formation seront référés			PNUD	ONG locale				

Out cibl soc pro mai						290 000	0	0	0%
	<b>Total</b>					<b>2, 544,056</b>	<b>918028</b>	<b>918028</b>	<b>60,12%</b>
	<b>JP output: 2 L'accès aux services de base pour les femmes et les filles victimes de violence sexuelle est amélioré et les communautés sont mobilisées contre la violence</b>								
Programme output	Activités	année		AGENCE	RESPONSABLE  NATIONAL/LOCAL	PROGRES DE MISE EN ŒUVRE ESTIME			
		Y1	Y2			Montant total prévu pour le PC	Total estime du montant engage	Total estime du montant dépense	% estime de dépense du budget
Output Z.1 des initiatives incluant des campagnes de sensibilisation, l'organisation d'événements pour les jeunes, et des études sur les sources de la violence communautaire pour réduire la violence réelle et prévenir l'accès des femmes à la justice	2.1.1 a appuyer la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation sur la violence dans les communautés			PNUD	PNUD	200 000	85 993,23	59 693,23	59,00%
	2.1.2. créer des espaces de dialogue et de génération de confiance entre les communautés, la police et la justice			PNUD	ONG	90 000	0	0	0%
	2.1.3. appuyer les organisations de jeunes dans la prévention de la violence au travers d'évènements culturels et de loisir et des évènements sportifs			UNFPA	MJISAC/Haiti Tchaka Dance / Direction de la Protection Civile/ grassroot NGO's	460 000	187 780	187 780	40,80%
	2.1.4. assister les communautés pour comprendre les sources de la violence au sein des jeunes			UNESCO	UNESCO	100 000	0	0	0%
	<b>Total</b>					<b>850 000</b>	<b>273 773,23</b>	<b>247 473,23</b>	<b>64%</b>
Output Z.2: initiatives incluant la provision d'appui médical et psychologiques aux survivants de violence sexuelle et renforcement des capacités des organisations de femmes ainsi que des	2.2.1 Renforcer la fourniture de services médicaux aux victimes de violence de genre			UNFPA	MCFDF, URAMEL, Grassroot NGOs	185 000	19 985	19 985	10,80%
	2.2.2. améliorer l'accès au soutien psychologique pour les victimes de violence de genre			ONU FEMMES	ONU FEMMES/AFPR OG/OFC/MOFA P/KOFANE/GAD ES	300 000	92 464,17	68 047,37	74,00%
	2.2.3 appuyer la sensibilisation et l'éducation des communautés sur la violence de genre au travers de campagnes et de renforcement des capacités des organisations de femmes			ONU FEMMES	ONU FEMMES/AFPR OG/OFC/MOFA P/KOFANE/GAD ES	195 000	0	0	0%

		Total				680 000	112 449	88 023	34,60%
Output 2.5: sensibilisation et éducation pour prévenir la violence, incluant la violence	2.3.1 appuyer les radios locales dans la production d'émissions sur l'impact de la violence journalière dans les communautés			UNESCO	AJH	100 000	12 500	12 500	12,50%
	2.3.2. renforcer la compréhension des communautés et plus particulièrement des jeunes leaders sur les droits des citoyens par le biais des radios communautaires			UNESCO	SAKS	83 000	39 442	39 442	47,52%
						183 000	51 942	51 942	
<b>JP output: 3 La capacité nationale du gouvernement a trouver et apporter des réponses qui adressent les causes et les dynamiques de crise et de violence est améliorée</b>									
Programme	Activités	ANNEE		AGENCES	RESPONSABLE	PROGRES DE MISE EN OEUVRE ESTIME			
Outputs		Y1	Y2		NATIONAL/LOCAL	Montant total prévu pour le PC	Total estime du montant engage	Total estime du montant dépense	% estime de dépense du budget
nelles empiriques et qui identifient les aspects liés au genre sont	3.1.1 appuyer le mapping des initiatives et institutions impliquées dans la collecte de données et l'analyse de problèmes spécifiques liés à la violence et aux crises			PNUD	UEH-ONVC	40 000	0	0	0%
	3.1.2. renforcer l'Observatoire National de la Violence pour appuyer les communautés dans leur analyse des causes et conséquences de la violence, et, sur cette base, produire et disséminer un diagnostic			PNUD	UEH-ONVC	260 000	41 000	28 000	16%
	3.1.3. renforcer les capacités des partenaires nationaux pertinents sur les Safety Audits participatifs qui permet aux parties prenantes communautaires d'identifier où la violence prend place			ONU FEMMES	ONU FEMMES	10 000	0	0	0%
	3.1.4. renforcer la compréhension sur le rôle que les contes traditionnels peuvent jouer dans la prévention de la violence			UNESCO	UNESCO/Commission nationale de Coopération avec l'UNESCO/Université d'Etat d'Haiti	60 000	0	0	0%

Output 3.1: des analyses multidimensionnelles développées	3.1.5. renforcer le partage d'information entre le comité de collecte de données de la Concertation Nationale, l'Observatoire National de la Violence et de la Criminalité, la division statistique du MCFDF et l'Institut National de Statistiques			UNFPA	Concertation Nationale – ONVC – MCFDF – INS	20 000	0	0	0%
	3.1.6. appuyer l'établissement d'un réseau de partage d'information et d'analyses d'institutions clés, incluant les associations de femmes			PNUD	UEH - ONVC	40 000	0	0	0%
	3.1.7 soutenir le développement et la présentation d'analyses de court et moyen termes sur les sources et les dynamiques de crises et de violence, et diffuser cette information aux audiences cibles (ex.: gouvernement national, media, partis politiques,...)			PNUD	UEH - ONVC	230 000	28000	28000	12%
<b>Total</b>						<b>660 000</b>	<b>69 000</b>	<b>56000</b>	<b>20,90%</b>
Output 3.2: des politiques et programmes sont ajustés pour refléter des mécanismes de coordination et de prévention de la violence renforcés entre le	3.2.1 renforcer les capacités au sein du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe et d'autres ministères sectoriels, et en consultation avec le Cabinet du Premier Ministre, pour formuler des options de réponses pertinentes pour la prévention de crises et de la violence			PNUD	PNUD	120 000	0	0	0%
	3.2.2 renforcer les mécanismes de coordination et de communication entre les ministères ainsi qu'entre Port-au-Prince et les provinces afin de renforcer des réponses intégrées dans les 5 zones cibles			PNUD	PNUD/UEH	40 000	0	0	0%
<b>Total</b>						<b>160 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
<b>JP output: 4 le programme conjoint est géré et suivi de façon efficace</b>									
Programme Output	Activités	ANNEE		AGENCE	RESPONSABLE	PROGRES DE MISE EN OEUVRE ESTIME			
		Y1	Y2			NATIONAL/LOCAL	Montant total prévu pour le PC	Total estime du montant engagé	Total estime du montant dépense
Output 4.1: le programme conjoint est géré et suivi de façon efficace	4.1. recruter le coordonateur de programme international			PNUD	PNUD	660 000	0	0	0%
	4.2. recruter un spécialiste en suivi et évaluation et appuyer l'organisation des missions de suivi et de l'évaluation finale			PNUD	PNUD	210 000	5 300	5 300,47	2,52%
	4.3. couts opérationnels du programme			PNUD	PNUD	35 000	3 354	3 354	9,58%
<b>Total</b>						<b>905 000</b>	<b>5 825</b>	<b>5825,4</b>	<b>0,60%</b>

COUTS INDIR

PNUD	
	8526,16
OIM	
	64261,96
UNFPA	
	2000
ONU FEMMES	
	16100
UNESCO	
	3 625

**1977-MDG-SNAPSHOT FINANCIER AU 31 DECEMBRE 2010 (ANNEE 1)**

	BUDGET TOTAL	TRANCHE 1	DEPENSES A DATE (committed et disbursed)	SOLDE ACTUEL	% D'EXECUTION PAR AGENCE par rapport a la TRANCHE 1	% D'EXECUTION PAR AGENCE par rapport au budget total
PNUD	2 865 000	1 437 500	220 068	2 674 198		
<i>overhead</i>	189 850	100 625	8 734	181 324		
<b>total PNUD</b>	<b>3 054 850</b>	<b>1 538 125</b>	<b>228 802</b>	<b>2 855 522</b>	<b>13</b>	<b>7</b>
OIM	2 174 046	1 062 028	918 028	1 256 018		
<i>overhead</i>	152 184	74 342	64 262	87 922		
<b>TOTAL OIM</b>	<b>2 326 240</b>	<b>1 136 370</b>	<b>982 290</b>	<b>1 343 940</b>	<b>86</b>	<b>42</b>
UNFPA	665 000	310 000	207 765	457 202		
<i>overhead</i>	46 550	21 700	2 033	44 517		
<b>TOTAL UNFPA</b>	<b>711 550</b>	<b>331 700</b>	<b>209 798</b>	<b>501 719</b>	<b>63</b>	<b>29</b>
ONU FEMMES	505 000	230 000	109 474	395 526		
<i>overhead</i>	35 350	16 100	16 100	19 250		
<b>TOTAL ONU F.</b>	<b>540 350</b>	<b>246 100</b>	<b>125 574</b>	<b>414 776</b>	<b>51</b>	<b>23</b>
UNESCO	343 000	180 000	51 942	291 208		
<i>overhead</i>	24 010	12 600	3 636	20 385		
<b>TOTAL UNESCO</b>	<b>367 010</b>	<b>192 600</b>	<b>55 578</b>	<b>311 593</b>	<b>29</b>	<b>15</b>
<b>TOTAL PC</b>	<b>7 000 000</b>	<b>3 444 895</b>	<b>1 572 442</b>	<b>5 427 548</b>	<b>48</b>	<b>23</b>